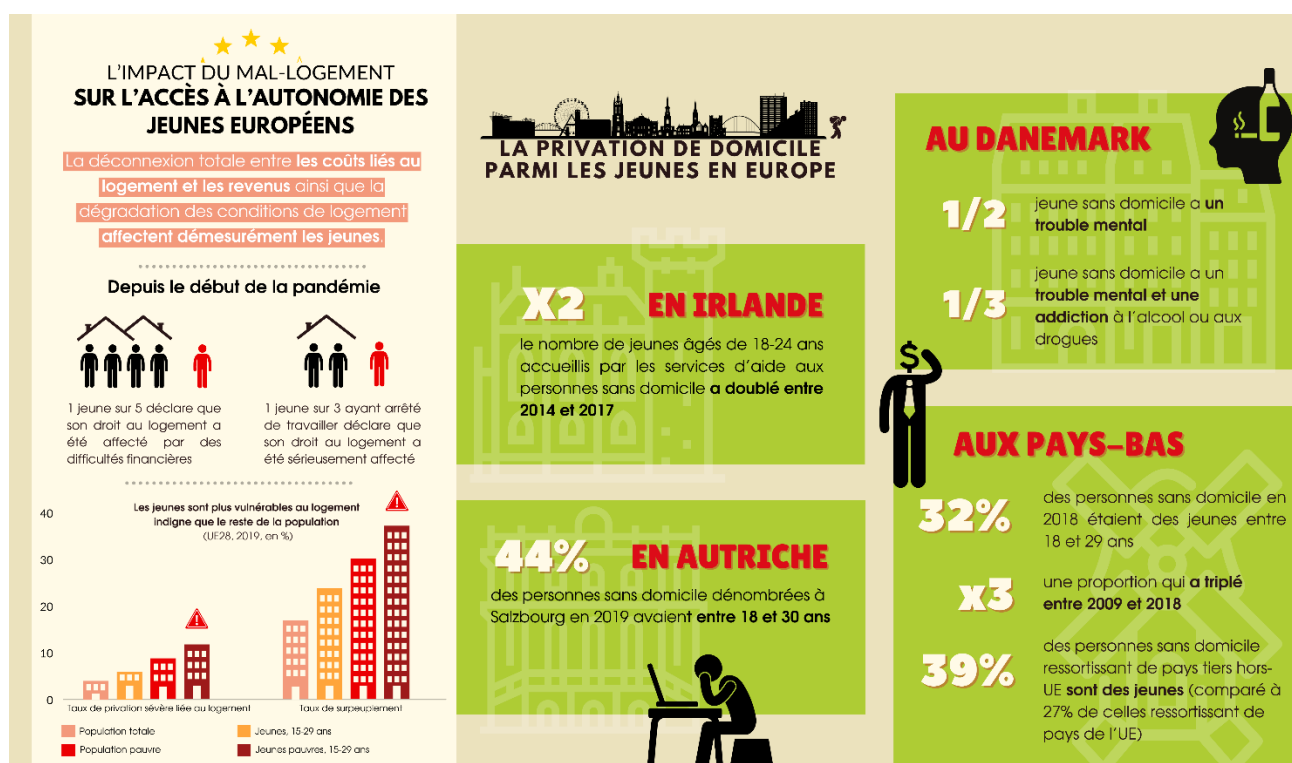


## 6<sup>e</sup> Regard sur le Mal-Logement en Europe 2021 Résumé exécutif

La Fondation Abbé Pierre et la FEANTSA publient leur 6<sup>e</sup> Regard sur le Mal-Logement en Europe le 6 mai 2021. Ce nouveau rapport est l'occasion de porter un éclairage sur les jeunes qui, en particulier lorsqu'ils sont pauvres, sont plus touchés que le reste de la population par le mal-logement et ce, même avant la crise sanitaire actuelle. Il fait également le point sur la vague de pauvreté qui touche toute l'Europe, plus d'un après le début de la pandémie.

### Logement : la jeunesse en danger !



Source : Fondation Abbé Pierre et FEANTSA, 6<sup>e</sup> Regard sur le Mal-Logement en Europe 2021.

**Les jeunes sont en première ligne face à la crise sanitaire** : ils sont particulièrement touchés par la pauvreté et par les dysfonctionnements structurels des marchés du logement.

Selon Caritas, la demande d'aide alimentaire en Europe occidentale a augmenté de 25% à 30% entre mars et mai 2020<sup>1</sup>. En **France**, depuis le début de la crise sanitaire, 20% des jeunes de 18 à 24 ans ont eu recours à l'aide alimentaire et 35% craignent de ne plus pouvoir faire face à leurs dépenses de logement en 2021<sup>2</sup>.

Sur le front du chômage, au **Royaume-Uni**, un jeune employé de 18 à 24 ans sur trois a perdu son travail ou a été congédié en raison de la pandémie, contre un employé adulte de plus de 24 ans sur six<sup>3</sup>. En **Irlande**, les 15-24 ans ont connu les taux les plus élevés de perte d'emploi et

<sup>1</sup> « Escala la pobreza - Coronavirus en Europa: largas filas para pedir bolsas de comida, otra postal de la pandemia », *Clarín Mundo*, 16 mai 2020, disponible sur : [https://www.clarin.com/mundo/coronavirus-europa-largas-filas-pedir-bolsas-comida-postal-pandemia\\_0\\_p\\_8b2B4Sr.html](https://www.clarin.com/mundo/coronavirus-europa-largas-filas-pedir-bolsas-comida-postal-pandemia_0_p_8b2B4Sr.html)

<sup>2</sup> Sondage Ipsos exclusif pour la Fondation Abbé Pierre/1000 personnes – 14 et 15 Janvier 2021.

<sup>3</sup> Etude la Resolution Foundation, 2020, dans Joseph Rowntree Foundation (2021), UK Poverty 2020/21, disponible sur : <https://www.jrf.org.uk/report/uk-poverty-2020-21>

de chômage partiel : en avril 2020, 46% avaient été mis au chômage partiel et plus d'un cinquième (22%) avaient perdu leur emploi<sup>4</sup>.

Avant la pandémie, **les jeunes, en particulier ceux dont les ressources les placent en-dessous du seuil de pauvreté, étaient déjà plus touchés que le reste de la population par le mal-logement.**

- Ils ne parviennent plus aussi facilement à **quitter le logement familial**, ou retournent y vivre faute de moyen pour se loger seuls, lorsque les ressources de leurs parents et les relations familiales le permettent. Au **Danemark**, le nombre de retours « boomerang » de jeunes chez leurs parents a augmenté de 12% entre 2009 et 2018.
- Ils paient des **loyers particulièrement chers** : dans certaines capitales où le marché du logement est singulièrement tendu, le loyer moyen d'un appartement deux pièces<sup>5</sup> peut représenter plus de 100% du revenu médian d'une personne âgée de 18 à 24 ans, comme c'est le cas à Amsterdam (1 675€ de loyer moyen contre 1 605€ en revenu médian), à Helsinki (1 398€ de loyer moyen contre 1 363€ en revenu médian), ou à Lisbonne (1 105€ de loyer moyen contre 910€ en revenu médian), mais aussi à Londres, Paris, Barcelone...
- Ils vivent dans des **logements de mauvaise qualité** : indécence, précarité énergétique, cohabitation forcée. 23,5% des 15-29 ans vivaient dans un logement surpeuplé en 2019, comparé à 15,6% de la population totale<sup>6</sup>.

**Ces conditions de logement ont des conséquences néfastes sur le parcours des jeunes vers l'autonomie.**

Les autorités publiques doivent **sécuriser ce parcours** tant sur le plan du logement que sur le plan de l'emploi : **revenu minimum, accès à une garantie universelle des loyers, valorisation des aides au logement** sont autant d'outils devant créer un filet de sécurité pour entrer dans la vie active.

Au **Danemark par exemple**, les aides à destination des jeunes ont diminué dès 2014<sup>7</sup>. Cela a eu pour conséquence une hausse de 104% du nombre de jeunes parmi les personnes sans domicile dans le royaume entre 2009 et 2017, ce qui montre l'importance d'un soutien financier adéquat.

**Les offres de logement adaptées et les solutions innovantes** doivent être développées : produire des logements étudiants et des petites unités de logement abordables, du logement accompagné pour les jeunes en recherche d'emploi ou entrant sur le marché du travail, multiplier les offres intergénérationnelles ou multiculturelles.

**Jusqu'à présent l'inclusion des jeunes s'est concentrée sur l'emploi et la formation, sans prendre en compte l'importance du logement digne et abordable comme prérequis pour accéder à l'autonomie.**

---

<sup>4</sup> Central Statistics Office (2020), *Employment and Life Effects of Covid-19*, disponible sur :

<https://www.cso.ie/en/releasesandpublications/er/elec19/employmentandlifeeffectsofcovid-19/>

<sup>5</sup> En termes de centralité et de proximité avec les centres d'emploi et de formation et en termes d'espace habitable – appartements possédant une chambre séparée. Données EUROSTAT & HOUSING ANYWHERE - Revenu moyen et médian par âge et sexe - enquêtes EU-SILC et PCM (ilc\_di03) <https://ec.europa.eu/eurostat/fr/web/income-and-living-conditions/data/database> et <https://housinganywhere.com/rent-index-by-city>

<sup>6</sup> Eurostat, 2021 - Taux de surpeuplement par âge, sexe et statut de pauvreté - population totale - enquête EU-SILC [ilc\_lvho05a].

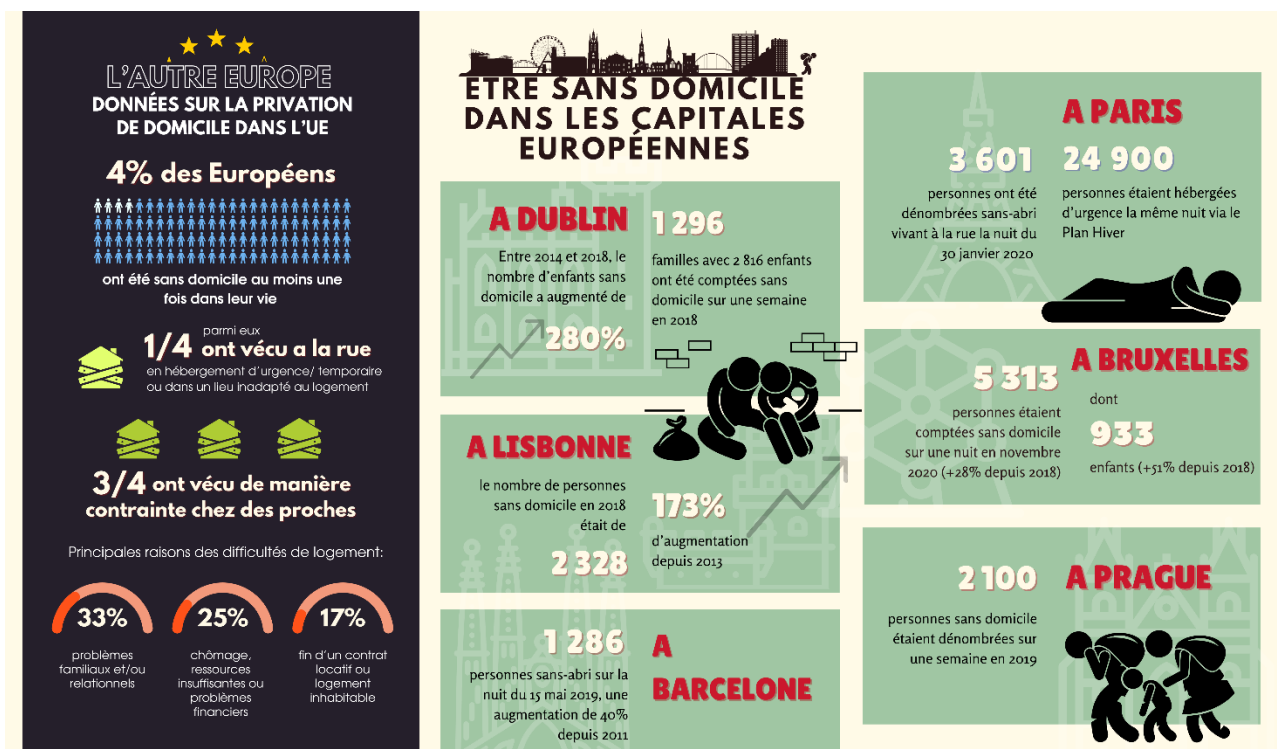
<sup>7</sup> Danmarks Statistik - Questionnaire FEANTSA/FAP Danemark 2021.

**Si aucune politique préventive spécifiquement axée sur la grande exclusion des jeunes n'est mise en place rapidement dans l'Union Européenne, une nouvelle cohorte de jeunes sans ressources viendra grossir les rangs des personnes sans domicile.** Les systèmes d'hébergement étant déjà saturés dans tous les Etats membres, ces personnes pourront difficilement être prises en charge dignement et seront entraînés dans la spirale de l'extrême pauvreté, pour devenir les adultes sans domicile chroniques de l'« autre Europe » de demain.

Selon une étude menée par Dennis Culhane, aux Etats-Unis dans les années 1980, l'explosion du nombre de jeunes sans domicile à l'époque a été consécutive à une importante crise économique. Cette crise a créé la cohorte de sans-abris chroniques qui vivent aujourd'hui dans les rues des villes états-uniennes. Plus récemment, le gouvernement britannique a estimé que dans moins de 30 ans, 630 000 milléniaux ne pourront pas payer de loyer sur le marché du logement privé lorsqu'ils prendront leur retraite, et prédit une future crise des retraités sans-abri si cette problématique n'est pas traitée dès maintenant<sup>8</sup>.

**Ce danger est une réalité à laquelle l'Union Européenne et les Etats membres doivent faire face ; il y a urgence, mais il est encore temps d'agir.**

## Crise sanitaire et sans-abrisme : les pouvoirs publics doivent endiguer la vague



Source : Fondation Abbé Pierre et FEANTSA, 6<sup>e</sup> Regard sur le Mal-Logement en Europe 2021.

**Selon une étude Eurostat, 4 personnes sur 100 déclarent avoir été sans domicile au moins une fois au cours de leur vie (de 1 personne sur 100 en Hongrie à 10 personnes sur**

<sup>8</sup> Best, R. & Martin, A. (2019).

100 au Danemark). Parmi elles, 3 personnes sur 100 déclarent avoir déjà dû vivre chez des proches de manière temporaire et 1 personne sur 100 déclare avoir déjà vécu à la rue, dans un hébergement d'urgence ou temporaire ou dans un endroit non adapté au logement.

Un tiers des personnes enquêtées déclare que des problèmes familiaux et/ou relationnels sont la raison principale des difficultés de logement (en particulier en Hongrie et au Royaume-Uni, où cela concerne plus de 45% des personnes enquêtées). **25% invoquent le chômage, des ressources insuffisantes ou des problèmes financiers et 17% la fin d'un contrat locatif ou un logement inhabitable.**

Le nombre de personnes sans-abri, vivant dans des conditions de vie indignes et contraires aux droits humains les plus fondamentaux, a atteint des niveaux inégalés dans de nombreuses villes européennes, témoignant de la saturation des systèmes d'hébergement dans toute l'Europe.

**Les budgets & dispositifs d'urgence sont en constante augmentation** : la crise sanitaire a nécessité la création de plus en plus de places en hébergement d'urgence et temporaire, alors que les budgets étaient déjà en constante augmentation depuis plusieurs années, sans résultats satisfaisant pour les personnes. A Dublin, en Irlande, le budget alloué aux services d'hébergement d'urgence a presque triplé entre 2014 et 2018 (en 2018, 118 millions d'euros).

Enfants, jeunes, femmes, personnes âgées : **les profils des personnes sans domicile continuent de se diversifier**, transformant les services d'aide qui doivent s'adapter aux besoins spécifiques. En Pologne, l'enquête biannuelle menée sur une nuit en février 2019 a dévoilé 33% de personnes sans domicile âgées de plus de 60 ans, comparé à 21,7% en 2013.

**Les signaux d'alerte sont au rouge concernant les impayés de loyer** et le risque d'une vague d'expulsions dans les mois à venir est élevé. 7,7% des ménages pauvres étaient en arriérés de loyers ou de paiements d'hypothèques en 2019 dans l'UE28. Sur les dix dernières années, une hausse de la part de ménages pauvres en impayés a été observée dans 13 pays<sup>9</sup>. Selon une étude d'Eurofound<sup>10</sup> sur les effets du covid-19 sur les conditions de vie et de travail, les arriérés et la fragilité financière ont été fortement accrus avec la pandémie. En Angleterre, entre mars et août 2020, 5 % des locataires du marché privé se sont retrouvés en situation d'impayés.

**A cela s'ajoute la hausse de la pauvreté** consécutive à la crise sanitaire. Partout en Europe le chômage est en hausse. Les organisations de soutien alimentaire doivent faire face à une demande de plus en plus forte. En Italie, durant la première phase de la pandémie de mars à mai 2020, 445 585 personnes ont demandé une aide matérielle à Caritas Italiana, une augmentation de 129% comparé à l'année précédente.

Là où elles se pratiquent, les politiques de « **Logement d'abord** » font la différence et permettent de réduire drastiquement le nombre de personnes en situation de détresse. A **Odense**, au **Danemark**, la mise en œuvre de cette politique en lien avec les bailleurs de logements publics a été un véritable succès : le nombre de personnes sans domicile y a diminué de 40 % en dix ans. En **Finlande**, les programmes nationaux successifs de prévention

---

<sup>9</sup> Avec des taux particulièrement élevés en France (15,9% des ménages pauvres concernés), en Grèce (15,8%), en Irlande (13,5%), au Royaume-Uni (11,2%) et en Finlande (10,5%)

<sup>10</sup> Eurofound (2020), Living, working and COVID-19, COVID-19 series, Publications Office of the European Union, Luxembourg, disponible sur : [https://www.eurofound.europa.eu/sites/default/files/ef\\_publication/field\\_ef\\_document/ef20059en.pdf](https://www.eurofound.europa.eu/sites/default/files/ef_publication/field_ef_document/ef20059en.pdf)

et de réduction du sans-abrisme, basés sur le Logement d'abord, ont engendré une baisse continue de 45% du nombre de personnes sans domicile entre 2009 et 2019<sup>11</sup>.

**Sans politiques préventives à la hauteur, une vague de personnes en difficulté viendra accroître la pression sur des systèmes d'accueil et d'hébergement des personnes sans domicile, déjà saturés depuis plusieurs années.** Les conséquences de la privation de domicile sont dramatiques sur les parcours et la santé des personnes ; elles sont irrémédiables pour les individus les plus vulnérables comme les enfants, les jeunes ou les personnes âgées.

## Recommandations

- **L'UE doit fixer des objectifs de réduction et de suppression du sans-abrisme clairs.** Afin de garantir l'application du principe 19 sur le logement et l'aide aux personnes sans domicile du Socle Européen des Droits Sociaux, la Commission européenne a annoncé le lancement d'une Plateforme européenne de lutte contre le sans-abrisme au deuxième trimestre de l'année 2021. La Fondation Abbé Pierre et la FEANTSA se réjouissent de cette initiative et espèrent que le Sommet social du 7 et 8 mai 2021 sera l'occasion d'annoncer des objectifs clairs pour les Etats membres.
- **Zéro remise à la rue post-covid.** Il est indispensable d'anticiper la fin de la crise sanitaire et des mesures exceptionnelles prises pour protéger les plus démunis, afin de ne pas créer une nouvelle vague de personnes sans domicile dans les années à venir. **L'occasion est à saisir et les outils européens sont à mobiliser afin de changer de paradigme et d'opérer une transformation systémique pour une lutte contre le sans-abrisme plus humaine, moins coûteuse et plus efficace en développant la politique du « Logement d'abord ».**
- **Coordonner des outils communs au niveau européen :**
  - En organisant une **Nuit européenne de la Solidarité** en lien avec les réseaux de villes pour développer une connaissance immédiate des profils et du nombre de personnes à la rue.
  - En élaborant des outils statistiques communs pour permettre d'avoir une connaissance suffisante du phénomène à l'échelle européenne.
  - En travaillant à l'élaboration de **standards d'accueil dignes pour tous en hébergement d'urgence**, en s'interdisant l'utilisation de dortoirs ou de douches collectives, en mettant fin aux abris de nuit, en favorisant le respect de la vie privée, en déterminant des temps courts d'utilisation des lieux d'urgence.
  - En s'engageant au respect de la **Déclaration des droits des sans-abris**.
- Intégrer le suivi des politiques d'urgence et leurs coûts dans les semestres européens.
- Encourager l'**encadrement des loyers dans les grandes villes et les zones de marché tendues** afin de garder une corrélation entre les revenus des ménages et le coût du logement.

---

<sup>11</sup> ARA (2021), *Homelessness in Finland 2020*, [https://www.ara.fi/en-US/Materials/Homelessness\\_reports/Report\\_2021\\_Homelessness\\_in\\_Finland\\_2020\(60242\)](https://www.ara.fi/en-US/Materials/Homelessness_reports/Report_2021_Homelessness_in_Finland_2020(60242))

- Encourager la **création d'outils universels de garantie des loyers** pour favoriser l'accès au marché privé des publics vulnérables comme les jeunes sans créer de discrimination dans les zones où la demande est forte.
- Garantir un **revenu minimum aux jeunes** dans le besoin, compte tenu de la crise, pour survivre mais aussi pour leur permettre d'accéder plus facilement à l'autonomie et multiplier leurs chances d'accéder à une formation ou à un emploi.
- Assurer une **aide au logement** qui couvre suffisamment les besoins de plus démunis pour accéder au logement.
- **Produire une offre de logement social** ou abordable adaptée en termes de loyer mais aussi d'accompagnement lorsque cela s'avère nécessaire.
- **Prévenir les expulsions locatives** et sécuriser les statuts d'occupation des locataires.
- Intégrer les réflexions sur l'accès au logement digne, abordable et adéquat des personnes les plus éloignées du logement dans le volet innovant « *Bauhaus* » de la Vague Rénovation européenne.